

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

MINISTRE DU BUDGET ET
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

MINISTRE DE L'ECONOMIE ET
DES FINANCES

EXECUTION DU BUDGET A FIN JUIN 2022

REVUE DE MILIEU D'ANNEE SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2022

(FIN JUIN 2022)

La présente revue de milieu d'année sur l'exécution du budget 2022 vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin juin 2022 à travers l'évaluation de la situation économique, l'analyse de la mobilisation des ressources et de la réalisation des dépenses. Il présente également les perspectives de l'évolution macroéconomique ainsi que de l'exécution du budget à fin décembre 2022.

1^{ère} PARTIE : EVOLUTION DE LA SITUATION ECONOMIQUE AU PREMIER SEMESTRE 2022

I.1. AU PLAN INTERNATIONAL

Au cours du premier semestre de l'année 2022, la reprise de l'économie mondiale a été entravée par les répercussions du conflit en Ukraine. En effet, Les sanctions prises contre la Russie ont entraîné la hausse des prix des produits énergétiques, de l'engrais et de certains produits alimentaires comme le blé. Afin de contenir les tensions inflationnistes, les principales Banques Centrales ont procédé à un resserrement de leurs politiques monétaires entraînant un durcissement des conditions de financement des Etats, surtout les plus fragiles.

Sur le marché des matières premières, en moyenne, sur les cinq premiers mois de 2022, les cours de la majorité des produits de base ressortent en augmentation, notamment ceux du pétrole brut (+64,2%), du coton (+61,3%), de l'huile de palme raffinée (+50,5%), du blé (+62,0%), des engrais (+123,9%), du maïs (+22,3%), du café (+63,7%), du caoutchouc naturel (+7,1%), du sucre (+15,5%), du cacao fèves (+2,1%) et de l'or (+4,5%). Par contre, le prix du riz blanchi a chuté de 17,0 % sous l'effet d'une offre abondante des principaux producteurs.

Sur le marché des changes, l'euro poursuit sa baisse observée depuis 2021 face aux principales devises. En évolution mensuelle, il s'est déprécié par rapport au dollar US (-1,8%), au yuan renminbi (-1,7%), au dollar canadien (-1,2%) et au rouble (-14,4%), tout en s'appréciant face à la livre sterling (+1,0%), au yen (+3,9%) et au rand sud-africain (+1,2%) Dans ce contexte, selon les prévisions du FMI, l'inflation annuelle mondiale devrait atteindre 8,3% en 2022, contre 4,7% en 2021. En outre, le FMI a revu à la baisse le taux de croissance du PIB mondiale à 3,2% en 2022, contre 4,4% initialement prévue.

I.2. AU PLAN NATIONAL

L'activité économique national tout comme celle du reste du monde a été marquée par la hausse des prix internationaux des produits énergétiques et de certains produits alimentaires induite par la crise en Ukraine, ainsi que la perturbation des circuits de distribution au niveau mondial en rapport avec la Covid-19. De même, les marchés ivoiriens ont dû faire face à des difficultés d'approvisionnement en bétail en raison de l'insécurité grandissante dans les pays sahéliers et à la persistance du déficit d'offre de certains produits vivriers.

Malgré ce constat, l'économie ivoirienne sur les cinq (05) premiers mois de 2022 a enregistré une progression de 1,7% de l'indice du climat des affaires comparativement à la même période en 2021. Cette confiance des chefs d'entreprise est liée à la solidité du cadre macroéconomique, à la poursuite de l'exécution du Plan National de Développement (PND) 2021-2025 et aux mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie.

Par ailleurs, la pandémie à coronavirus reste maîtrisée au plan national. En effet, 15 317 cas d'infections ont été enregistrés au premier semestre 2022, contre 25 702 à la même période de l'année précédente.

1.2.1. Au niveau du secteur primaire

Le secteur primaire a enregistré une évolution mitigée de l'agriculture d'exportation au premier semestre 2022. En effet, les productions de café (+94,0%), de sucre (+20,7%) et d'anacarde (+6,4%) ont augmenté. A l'inverse, les productions de banane dessert (-12,3%), de cacao fèves (-4,9%) et de coton graine (-4,7%) affichent un repli. L'agriculture vivrière, quant à elle, a bénéficié du soutien du Gouvernement, à travers des dons de matériels roulants et d'intrants afin de renforcer les capacités de production et de commercialisation.

1.2.2. Au niveau du secteur secondaire

L'activité industrielle reste soutenue depuis le début de l'année 2022. En moyenne sur les cinq (05) premiers mois de l'année en cours, l'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI) enregistre une hausse de 10,1% comparé à la même période de 2021. Ce dynamisme est porté par la bonne tenue des industries extractives » (+13,1%), des industries manufacturières » (+9,2%), « industries de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau » (+6,2%), tandis que l'activité des industries environnementales fléchissent de 1,3%.

Concernant les BTP, au premier trimestre 2022, l'indicateur avancé s'accroît de 7,2%. Ce dynamisme devrait se poursuivre au deuxième trimestre, du fait de l'exécution de nombreux projets d'infrastructures publiques.

1.2.3. Au niveau du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est marqué par le dynamisme du commerce de détail, du transport et activités des nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Le commerce de détail enregistre une évolution positive de l'Indice du Chiffre d'Affaires du commerce de détail (+11,3%), du nombre total de passagers du trafic aérien (+41,5%), du trafic de marchandises dans le transport maritime (+5,1%) ainsi que du chiffre d'affaires (+13,1%) au niveau des télécommunications. En outre, le transport routier enregistre une progression de 8,6% de la consommation des carburants « gasoil » et « super » et le trafic de marchandises dans le transport ferroviaire recule de 7,7%.

Le dynamisme du secteur des télécommunications quant à lui s'est poursuivi au mois d'avril 2022. Sur les quatre premiers mois de l'année 2022, le nombre d'abonnements et le chiffre d'affaires progressent tous deux de 13,1%, tout comme au premier trimestre.

1.2.4. Evolution d'autres principaux agrégats économiques

- **L'indice des prix à la consommation (IHPC)**

Au premier semestre de 2022, l'IHPC a augmenté de 4,6% en glissement annuel, sous l'effet conjoint d'une forte hausse de 8,3% des prix des produits comestibles et d'une augmentation modérée de 2,8% des prix des produits non comestibles. Quant aux prix de production industrielle, ils ont évolué de 14,2%, portés par la hausse conjointe des prix de production des industries extractives (+17,5%) et manufacturières (+14,7%).

- **Le commerce extérieur**

Le commerce extérieur hors biens exceptionnels est marqué, au premier semestre 2022, par une détérioration des termes de l'échange de 7,9%, sous l'impulsion d'une hausse des prix à l'importation (+26,7%) plus forte que celle des prix à l'exportation (+16,7%). De même, en valeur, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 24,7% et 49,2%. Il découle de ces évolutions un solde commercial hors biens exceptionnels de +256,7 milliards contre +873,3 milliards à fin juin 2021.

- **Situation monétaire et boursière**

Au niveau de la situation monétaire, la masse monétaire au sens large (M2) a augmenté de 8,5% (+1 209,8 milliards) à fin mai 2022, en glissement annuel, sous l'effet de la progression des créances nettes sur l'Administration Centrale de 36,6% (+1 477,2 milliards) et des créances sur l'économie de 8,4% (+671,0 milliards) en dépit de la dégradation des actifs extérieurs nets de 11,5% (-510,2 milliards). Par ailleurs, les autorités monétaires ont décidé de relever de 25 points de base, les taux directeurs, afin de juguler la hausse des prix et favoriser graduellement le retour du taux d'inflation cible dans la zone.

Au mois de juin 2022, la place boursière sous régionale (BRVM) enregistre, en variation mensuelle, la troisième baisse des principaux indices après celles des mois de mai et mars 2022. Ainsi l'indice BRVM composite affiche une baisse de 1,4% pour s'établir à 207,65 points. Quant à l'indice BRVM 10, il enregistre un repli de 2,6% pour s'afficher à 160,29 points sur la période écoulée de l'année. Toutefois, en glissement annuel, les indices BRVM 10 et BRVM composite se raffermissent respectivement de 23,4% et de 29,7%. De même, la capitalisation boursière s'accroît de 22,5%, bénéficiant du renforcement de celle des marchés des actions (+29,8%) et des obligations (+17,2%).

2ème PARTIE : EXECUTION DU BUDGET AU PREMIER SEMESTRE 2021

II.1. MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin juin 2022 s'élèvent à **4.350,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.355,2 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 99,9%.

Ces réalisations comprennent **2.576,4 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **1.774,5 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **2.386,8 milliards de FCFA** à fin juin 2022, avec un écart positif de 27,8 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 2.359 milliards de FCFA. Ce résultat est principalement lié aux performances enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes à l'importation sur les marchandises générales** se sont chiffrées à **651,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 625 milliards de FCFA. L'écart positif de 26,8 milliards de FCFA résulte de la forte progression des prix à l'importation (+20,68%) en lien avec la hausse des prix internationaux ;
- **les impôts sur les revenus de capitaux mobiliers** ont été collectés à hauteur de **76,4 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 16,1 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 60,2 milliards de FCFA. Cette performance est liée au paiement au premier semestre d'IRVM initialement prévu au second semestre, par certains contribuables des secteurs des banques, des télécommunications, du transport et de l'agroalimentaire qui ont acquitté cet impôt l'IRVM avant l'échéance légale fixée au mois d'octobre ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** ont été collectés à hauteur de **339,9 milliards de FCFA**, avec un écart positif de 9,9 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 330 milliards de FCFA. Cette performance est liée aux régularisations effectuées au cours du premier trimestre pour un montant de 16,3 milliards de FCFA, en application de la nouvelle disposition fixant l'échéance de dépôt des déclarations de régularisation des ITS au mois de février ;
- **la taxe ad valorem** a été recouvrée à hauteur de **26,4 milliards de FCFA**, contre une prévision de 18 milliards de FCFA, soit un écart positif de 8,4 milliards de FCFA, essentiellement en lien avec un paiement de 7,2 milliards de FCFA, non initialement attendu au premier semestre, effectué par la société Perseus Mining Yaouré ;
- **l'impôt BIC pétrole** a été collecté à hauteur de **4,6 milliards de FCFA** non initialement prévus au cours du premier semestre ;
- **les taxes à l'importation sur les produits pétroliers** se sont chiffrées à **79,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 75,1 milliards de FCFA. L'écart positif de 4,3 milliards de FCFA enregistré s'explique par un bon niveau de recouvrement des taxes sur les produits pétroliers autres que le gasoil et le super (7,7 milliards de FCFA contre 4,8 milliards de FCFA en objectif) ;
- **l'impôt BIC hors pétrole** a été collecté à hauteur de **367,2 milliards de FCFA** contre 363,3 milliards de FCFA prévus, soit un écart positif de 3,9 milliards de FCFA en lien avec une meilleure performance que prévue des activités économiques en 2021, avec un taux de croissance de 7,4% contre 6,5% initialement attendu, en dépit des crises sanitaire et énergétique.

L'effet des résultats positifs susmentionnés a toutefois été atténué par les performances moindres enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment de la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur (-29,6 milliards de FCFA principalement en rapport avec le niveau des mesures dérogatoires et le retard dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunications), des droits d'enregistrement café cacao (-5,3 milliards de FCFA), des taxes sur les télécommunications (-2,5 milliards de FCFA), des taxes à l'exportation (-3,5 milliards de FCFA), ainsi que de la taxe spéciale sur les consommations téléphoniques (-3,2 milliards de FCFA).

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **81 milliards de FCFA** pour un objectif de 47,8 milliards de FCFA. Ces recettes comprennent 46,9 milliards de FCFA de recettes des services dont 25,3 milliards de FCFA de commissions sur transferts non initialement attendus, 22,2 milliards de FCFA au titre des revenus du domaine, 5,04 milliards de FCFA de Fonds d'Investissement en milieu Rural, 3,5 milliards de FCFA de bonus de signature et 3,2 milliards de FCFA de recettes exceptionnelles issues des surcotes payées lors des souscriptions aux titres publics.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **108,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 120,3 milliards de FCFA.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.320,7 milliards de FCFA** (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA enregistrées en recettes non fiscales) en ligne avec les prévisions. Ce montant comprend 401,3 milliards de FCFA (hors surcotes de 3,2 milliards de FCFA) d'obligations du Trésor émises par adjudication, 159,3 milliards de FCFA de bons du Trésor et 760,1 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPCI).

Les transferts des entreprises, correspondant aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **9,6 milliards de FCFA**. Ces versements proviennent du Port Autonome d'Abidjan pour 4,7 milliards de FCFA, de CI-Energies pour 3,3 milliards de FCFA, du Fonds National de l'Eau pour 1 milliard de FCFA, de Air Côte d'Ivoire pour 0,4 milliard de FCFA et de SIPF pour 0,1 milliard de FCFA.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE pour un montant de **0,3 milliard de FCFA**.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **443,9 milliards de FCFA** contre un objectif de 494,8 milliards de FCFA. Elles se décomposent en 424,1 milliards d'emprunts-projets et 19,8 milliards d'emprunts programmes contre des prévisions respectives de 475 milliards de FCFA et de 19,8 milliards de FCFA.

II.2. EXECUTION DES DEPENSES

A fin juin 2022, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **4.129,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 4.247 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 97,2%. Ces dépenses se déclinent comme suit :

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **505,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 506,7 milliards de FCFA. Ces charges ont porté sur la dette intérieure pour 214,6 milliards de FCFA et la dette extérieure pour 291,1 milliards de FCFA.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **956,3 milliards de FCFA** pour une prévision de 977,6 milliards de FCFA, principalement en lien avec le retard observé dans la transmission des dossiers de premier mandatement des 10.300 enseignants recrutés dans le cadre du PSGouv 2018-2020.

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **44,9 milliards de FCFA** contre une prévision de 57,8 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (36,9 milliards de FCFA), de téléphone (5,1 milliards de FCFA) et d'eau (3 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **336,4 milliards de FCFA** contre une prévision de 336,9 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19) ont été exécutés à hauteur de **328,4 milliards de FCFA**, pour une prévision de 325,9 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent les subventions aux écoles privées (87,7 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (56 milliards de FCFA), les bourses et pécules (57,8 milliards de FCFA) et les transferts aux collectivités (13,1 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **71,2 milliards de FCFA** et concernent uniquement le plan de riposte sanitaire. Elles représentent 88,9% du total des crédits prévus pour l'année.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **39,7 milliards de FCFA** contre 33,9 milliards de FCFA prévus, en lien avec la nécessité d'un renforcement continu du dispositif sécuritaire.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **915,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 1.028,3 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 89%, en lien avec un niveau moins élevé que programmé de l'exécution des projets financés sur ressources extérieures, notamment au titre des emprunts-projets. Ces dépenses ont été financées à 51,8% sur les ressources intérieures et 48,2% sur les ressources extérieures.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que vingt-six (26) d'entre eux présentent des taux d'exécution inférieurs à 50% et douze (12) d'entre eux affichent des taux d'exécution supérieurs à 50%.

Enfin, **les charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, se sont établies à **932 milliards de FCFA** pour une prévision de 924,8 milliards de FCFA, soit un dépassement de 7,2 milliards FCFA. Cet écart s'explique principalement par l'impact de la variation à la hausse du cours du dollar US par rapport aux hypothèses de projection (624 FCFA/dollar US en réalisation contre une prévision de 567,5 FCFA/dollar US).

Concernant en particulier les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales**, elles se sont établies à **1.459,8 milliards de FCFA** à fin juin 2022, au-dessus de l'objectif plancher de 1.446,4 milliards de FCFA.

Le solde budgétaire à fin juin 2022 ressortirait ainsi à **-480 milliards de FCFA**, pour un niveau plancher fixé à -2.464,9 milliards de FCFA à fin décembre 2022, représentant -5,7% du PIB.

L'exécution du budget au terme du premier semestre 2022 fait ressortir un niveau de mobilisation satisfaisant des ressources au regard des objectifs fixés et une relative maîtrise des dépenses.

En effet, les recettes fiscales et recettes non fiscales ont enregistré un bon niveau de recouvrement par rapport aux prévisions, l'exécution des charges de fonctionnement des services ont été globalement contenues à l'intérieur des dotations prévues et le niveau de consommation des crédits d'investissements est ressorti relativement en deçà des prévisions.

Les efforts de mobilisation des ressources et d'amélioration de la capacité d'absorption des crédits d'investissement se poursuivront au deuxième semestre 2022, en vue de la réalisation des objectifs du PND 2021-2025, tout en tenant compte de la nécessité du renforcement des crédits budgétaires au regard des nouvelles contraintes.

3ème PARTIE : PERSPECTIVES A FIN DECEMBRE 2022

La Côte d'Ivoire, à l'instar des autres pays du monde, voit son économie être impactée par les effets négatifs de la guerre en Ukraine débutée en fin février 2022. En effet, cette guerre a des répercussions sur l'économie mondiale, notamment à travers la hausse des cours des produits de base. Elle s'ajoute aux chocs sur l'offre qu'a subi l'économie mondiale ces dernières années, consécutivement à la pandémie de la covid-19 et à la sécheresse.

Sur le plan budgétaire, en plus de l'impact de la guerre en Ukraine, la nécessité de la poursuite des actions de lutte contre la Covid-19, du renforcement du dispositif de sécurité et des actions en faveur du secteur de l'électricité, de la préparation de la CAN 2023, ainsi que la prise des mesures d'amélioration du traitement des fonctionnaires et agents de l'Etat dans le cadre de la deuxième trêve sociale, commandent une révision des projections du budget 2022.

III.1. LES PREVISIONS DE CROISSANCE ECONOMIQUE

Le taux de croissance, de l'économie ivoirienne initialement prévu à 7,1 %, devrait en définitive se situer à 6,9 % en 2022, contre 7,4% en 2021. Ce niveau de croissance de l'activité économique demeure relativement élevé, en dépit du recul observé par rapport à l'année précédente. Cette projection se fonde sur les hypothèses ci-après :

- la bonne exécution du PND 2021-2025 ;
- la poursuite de la vaccination contre la pandémie ;
- la poursuite de la prise en charge de toutes les personnes infectées ;
- la poursuite de la reprise graduelle de l'activités économique mondiale et intérieure ;
- la fin des perturbations des circuits d'approvisionnement et l'accès aux débouchés ;
- la mitigation des problèmes sécuritaires aux frontières nord du Pays et ;
- la non intensification de la crise Russie-Ukraine et la mitigation des répercussions sur l'économie nationale.

L'évolution des perspectives au titre des principaux agrégats macroéconomiques peut se résumer comme suit dans le tableau ci-après :

Evolution des principaux agrégats

AGREGATS	Variation (en%)		
	Initiale	Révisée	Ecart
PIB *	7,1	6,9	-0,2
Secteur primaire	1,6	2,0	0,3
Secteur secondaire	10,4	9,9	-0,5
Secteur tertiaire	7,9	7,7	-0,3
Secteur non marchand	6,2	6,5	0,3
Droits et taxes	4,1	4,0	-0,1
IHPC	2,0	4,5	2,5
TERMES DE L'ECHANGE DES BIENS	-4,0	-4,8	-0,8

*Variation en volumes

Source : MEF/DGE-Cadrage macroéconomique actualisé

III.2. EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES DEPENSES DU BUDGET A FIN 2022

Au titre des ressources

Initialement attendues à 5.076,5 milliards de FCFA, les **ressources budgétaires** devraient s'établir à **5.082,2 milliards de FCFA**.

Elles se décomposent comme suit :

- 4.645,5 milliards de FCFA de recettes fiscales (y/c FER);
- 141,2 milliards de FCFA de recettes non fiscales (y/c FIMR);
- 295,5 milliards de FCFA de dons.

Les ressources de trésorerie ressortiraient quant à elles à **4.990 milliards de FCFA** contre 4.164,2 milliards de FCFA initialement programmés.

Ce montant inclurait 112,7 milliards de FCFA de privatisation et ventes d'actifs, 12,5 milliards de FCFA de produits de transferts aux entreprises, 2.832,5 milliards de FCFA d'emprunt sur le marché monétaire et financier, 466,7 milliards de FCFA au titre des emprunts programmes, 1525,7 milliards de FCFA au titre des emprunts projets et 39,9 milliards de FCFA d'autres emprunts à moyen et long termes.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor hors FER et FIMR, devraient ressortir à 662,3 milliards de FCFA, contre 660,4 milliards de FCFA initialement prévus.

Au titre des dépenses

Les **dépenses budgétaires** devraient s'établir à **7.918,9 milliards de FCFA** au 31 décembre 2022 contre 7.195,9 milliards de FCFA initialement prévues. Cette hausse s'explique essentiellement par la prise en compte de nouvelles dépenses importantes.

Le niveau projeté des dépenses budgétaires à fin 2022 se décompose comme suit :

- 1.026,7 milliards de FCFA prévus de charges financières de la dette publique ;
- 2.027,4 milliards de FCFA de charges de personnel ;
- 808,2 milliards de FCFA consacrés à l'acquisition des biens et services hors covid-19 ;
- 904,4 milliards de FCFA prévus pour les dépenses en transferts hors covid-19 ;
- 104,1 milliards de FCFA prévus pour les dépenses liées à la gestion du covid-19 ;
- 60,4 milliards de FCFA au titre des dépenses de sécurité et d'élections ;
- 2.988,1 milliards de FCFA consacrés aux dépenses d'investissement.

Les **charges de trésorerie** se situeraient à **2.153,3 milliards de FCFA** contre 2.044,8 milliards de FCFA initialement prévues. Elles sont essentiellement composées de l'amortissement de la dette publique qui comprend 1.380,2 milliards de FCFA de dette intérieure et 773,1 milliards de FCFA de dette extérieure.

Quant aux dépenses des comptes spéciaux du Trésor hors FER et FIMR, elles devraient ressortir à 662,3 milliards de FCFA, contre 660,4 milliards de FCFA initialement prévus.

Estimation du niveau de déficit budgétaire attendu à fin 2022

L'évolution des prévisions de recouvrement des ressources et d'exécution des dépenses du budget, induit une légère dégradation du **déficit budgétaire** qui devrait ressortir à **-5,7%** du PIB à fin décembre 2022, contre -4,7% du PIB initialement attendu.

ANNEXE 1: CADRAGE BUDGETAIRE
(Etat de réalisation à fin juin 2022 et Perspectives 2022)

en milliards de FCFA

RESSOURCES	Budget 2022	projection révisée du budget 2022	Fin juin 2022 (hors comptes spéciaux)		DEPENSES	Budget 2022	projection révisée du budget 2022	Fin juin 2022 (hors comptes spéciaux)	
			Objectif	Réalisation				Objectif	Réalisation
RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES									
RECETTES FISCALES (y/c FER)	4 677,1	4 645,5	2 359,0	2 386,8	CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE	1 016,4	1 026,3	506,7	505,7
- DGI	2 620,8	2 791,3	1 413,2	1 413,1	Dettes intérieure	472,3	478,1	214,6	214,6
- TRESOR	11,5	11,5	5,5	5,7	Dettes extérieure	544,1	548,2	292,1	291,1
- DGD (hors PCS, PCC et SGS)	2 044,8	1 842,7	940,3	968,0	PERSONNEL	1 957,8	2 027,4	977,6	956,3
RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR)	104,6	141,2	47,8	81,0	ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections)	730,5	808,2	394,7	381,3
Recettes non fiscales Trésor	58,9	86,2	26,8	47,0	Abonnement	115,5	135,9	57,8	44,9
Revenus du domaine DGI	35,9	42,0	15,9	22,2	Autres achats de biens et services	615,0	672,3	336,9	336,4
Bonus de signature secteur pétrolier	0,0	3,2	0,0	3,6	TRANSFERTS (hors CNS et élections)	648,2	904,4	325,9	328,4
Licences de télécommunication	0,0	0,0	0,0	0,1	DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID	30,0	104,1	55,0	71,2
Fonds d'investissement en milieu rural	9,8	9,8	5,0	5,0	Plan de soutien de l'économie / Coronavirus	30,0	104,1	55,0	71,2
Autres recettes non fiscales (Surcote sur Emission de titres publics)			0,0	3,2	Plan de riposte contre le Coronavirus				
DONS	294,8	295,5	120,3	108,6	DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS	42,9	60,4	33,9	39,7
Dons programmes	212,4	212,4	91,2	91,2	sur financement intérieur	42,9	60,4	33,9	39,7
AFD (C2D)	199,7	199,7	87,6	87,6	INVESTISSEMENT	2 770,1	2 988,1	1 028,3	915,1
GVT Espagnol (PCD)	7,2	7,2	3,6	3,6	- Trésor (y/c FIMR et FER)	1 330,4	1 379,2	524,2	473,6
UE	5,5	5,5	0,0	0,0	Projets C2D et PCD	206,9	56,9	41,5	11,7
BEI	0,0	0,0	0,0	0,0	Investissement FIMR	9,8	9,8	5,0	5,0
Dons projets	82,4	83,1	29,1	17,4	Fonds d'Entretien Routier	198,6	105,2	74,2	71,2
Autres dons	0,0	0,0	0,0	0,0	Autres investissements	915,1	1 207,2	403,5	385,7
					- Financement extérieur des projets	1 439,7	1 608,9	504,1	441,5
					Emprunts-projets	1 357,3	1 525,7	475,0	424,1
					Dons-projets	82,4	83,1	29,1	17,4
TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES	5 076,5	5 082,2	2 527,0	2 576,4	TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES	7 195,9	7 918,9	3 322,1	3 197,6
RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE									
Privatisation et ventes d'actifs	112,7	112,7	0,0	0,3	Amortissement de la dette publique	2 044,8	2 153,3	924,8	932,0
Transfert des entreprises/dette rétrocédée	12,5	12,5	9,5	9,6	Dettes intérieure	1 265,1	1 380,2	561,0	560,4
					Dettes extérieure	779,7	773,1	363,8	371,6
Emprunts sur marchés monétaire et financier	2 215,0	2 832,5	1 323,9	1 320,7					
Emprunts obligataires			760,1	760,1					
Bons et obligations du Trésor			563,7	560,6					
Eurobonds			0,0	0,0					
Autres emprunts à moyen et long termes (titrisations)		39,9							
Emprunts programmes	466,7	466,7	19,8	19,8					
FMI	0,0	0,0	0,0	0,0					
Banque Mondiale			0,0	0,0					
Banque Africaine de Développement			19,8	19,8					
AFD (Autre appui budgétaire)			0,0	0,0					
Allemagne			0,0	0,0					
Autres emprunts-programmes	466,7	466,7	0,0	0,0					
Emprunts-projets	1 357,3	1 525,7	475,0	424,1					
TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE	4 164,2	4 990,0	1 828,2	1 774,5	TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE	2 044,8	2 153,3	924,8	932,0
RECETTES DES CST (hors FER et FIMR)	660,4	662,3			DEPENSES DES CST (hors FER et FIMR)	660,4	662,3		
TOTAL GENERAL DES RESSOURCES	9 901,1	10 734,5	4 355,2	4 350,9	TOTAL GENERAL DES DEPENSES	9 901,1	10 734,5	4 247,0	4 129,7

Source : DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin juin 2022)

En milliards de FCFA

LIBELLES	fin juin 2022		
	Objectif	Réalisation	Ecart (Real-Obj)
RECETTES FISCALES BUDGETAIRES	2 359,0	2 386,8	27,8
<u>DGI</u>	<u>1 413,2</u>	<u>1 413,1</u>	<u>-0,1</u>
Impôts directs	791,0	821,2	30,2
Impôts sur bénéfices	405,9	409,8	4,0
BIC pétrole et gaz	21,4	26,1	4,6
- BIC pétrole	0,0	4,6	4,6
- BIC gaz	21,4	21,4	0,0
Autres impôts directs hors pétrole et gaz	769,5	795,1	25,6
- BIC hors pétrole	363,3	367,2	3,9
- Impôt synthétique et AIRSI	14,4	11,6	-2,9
- Taxe de la Micro Entreprise (TME)	6,7	4,9	-1,7
- Impôts sur revenus et salaires	324,9	335,0	10,1
Contribution pour la sortie de crise (ex CRN)	0,0	0,0	0,0
Impôts fonciers	0,0	0,0	0,0
- Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC	60,2	76,4	16,1
Impôts indirects	622,2	591,9	-30,3
TVA (hors part secteur électricité)	314,9	285,4	-29,6
TOB	48,9	47,7	-1,2
Taxe sur boissons et tabacs	43,3	40,7	-2,6
Droits d'enregistrement et de timbre	111,5	109,9	-1,6
<i>dont enregistrement café cacao</i>	45,5	40,2	-5,3
Patentes et Licences	24,2	25,3	1,1
Taxe d'exploitation pétrolière	0,0	1,4	1,4
Taxe d'exploitation du gaz	9,2	9,2	0,0
Taxe sur les télécommunications	33,9	29,4	-2,5
Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques	17,5	14,3	-3,2
Taxe ad valorem	18,0	26,4	8,4
Accises et autres taxes indirectes	0,9	2,2	1,3
<i>dont Taxe pour le développement touristique</i>	0,9	0,4	-0,5
<u>TRESOR</u>	<u>5,5</u>	<u>5,7</u>	<u>0,2</u>
Impôts directs	5,1	4,9	-0,2
Impôts sur revenus et salaires	5,1	4,9	-0,2
Impôts fonciers (y/c RS 15% Loyer)	0,0	0,0	0,0
Impôts indirects	0,4	0,8	0,4
Timbres et vignettes	0,4	0,8	0,4
Autres indirects	0,0	0,0	0,0
<u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u>	<u>940,3</u>	<u>968,0</u>	<u>27,7</u>
Droits et taxes à l'importation	700,1	731,2	31,1
Taxes sur produits pétroliers	75,1	79,4	4,3
Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC)	625,0	651,8	26,8
Taxes à l'exportation	240,2	236,7	-3,5

Source : DGBF

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

INSTITUTIONS/ MINISTERES	Dotation 2022	Exécution fin juin	Taux d'exécution Fin Juin
Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora	91 252 219 644	2 422 083 471	2,7%
Ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME	9 517 842 267	728 331 669	7,7%
Ministère de la Fonction Publique	1 588 965 000	125 740 000	7,9%
Ministère de la Femme, de la Famille et de l' Enfant	2 553 825 000	348 850 615	13,7%
Ministère de la Culture et de la Francophonie	1 198 925 890	176 242 106	14,7%
Ministère du Tourisme	1 298 000 000	201 000 000	15,5%
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle	146 855 331 389	23 268 979 944	15,8%
Ministère de l'Hydraulique,de l'Assainissement et de la Salubrité	177 610 811 239	32 587 982 566	18,3%
Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale	17 728 481 088	3 498 782 544	19,7%
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	5 731 735 467	1 217 745 998	21,2%
Ministère de l'Equipeement et de l'Entretien Routier	475 081 740 686	131 297 188 371	27,6%
Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme	11 648 507 463	3 322 634 377	28,5%
Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme	44 270 316 783	12 682 858 967	28,6%
Ministère du Plan et du Développement	26 818 148 593	8 444 703 497	31,5%
Ministère d'Etat, Ministère de la Défense	59 816 978 718	19 236 012 133	32,2%
Ministère des Transports	128 910 409 383	44 230 840 857	34,3%
Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie	149 928 845 582	51 645 238 134	34,4%
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	10 240 080 000	3 572 226 000	34,9%
Cour des Comptes	1 275 634 343	446 472 020	35,0%
Représentation Nationale	700 000 000	245 000 000	35,0%
Cour de Cassation	250 000 000	87 500 000	35,0%
Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage	63 893 042 873	22 913 368 825	35,9%
Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique	21 326 560 000	8 313 201 799	39,0%
Ministère de l'Economie et des Finances	50 188 120 829	19 948 237 273	39,7%
Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité	138 650 576 165	59 510 010 804	42,9%
Ministère de la Réconciliation et de la Cohésion Nationale	600 000 000	295 285 587	49,2%
Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural	109 138 248 284	56 055 854 105	51,4%
Ministère des Sports	180 388 984 661	94 613 261 950	52,4%
Primature et Services Rattachés	27 169 666 908	14 396 265 178	53,0%
Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat(hors dépenses communes)	61 365 948 641	32 548 204 297	53,0%
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	100 587 302 327	53 704 700 142	53,4%
Ministère des Eaux et Forêts	6 505 055 915	3 525 486 256	54,2%
Ministère de la Promotion de la Bonne Gouvernance et de la Lutte contre la Corruption	1 561 000 000	927 250 000	59,4%
Ministère de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté	32 886 590 112	24 349 373 443	74,0%
Ministère de la Communication et de l'Economie Numérique	12 212 668 565	9 047 515 524	74,1%
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique	96 192 988 615	72 972 225 238	75,9%
Présidence de la République	18 171 500 000	17 906 615 000	98,5%
Commission Electorale Indépendante	250 000 000	250 000 000	100,0%
Total hors dépenses communes et comptes spéciaux	2 285 365 052 430	831 063 268 690	36,4%
Dépenses communes	524 967 930 095	7 805 800 803	1,5%
Compte spéciaux	208 200 000 000	76 259 000 000	36,6%
Total Général	3 018 532 982 525	915 128 069 493	30,3%

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin juin 2022

(en FCFA)

DOMAINES	2021	2022		
	Réalisation	Objectif annuel	Objectif juin	Exécution à fin juin
01 Agriculture et développement rural	212 026 766 738	86 191 197 406	43 095 598 703	57 115 681 883
01.0 Administration générale	145 245 235 086	16 182 611 028	8 091 305 514	11 959 904 606
01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture	18 753 656 062	20 137 184 894	10 068 592 447	13 817 023 448
01.2 Formation et encadrement	32 999 548 992	33 521 626 886	16 760 813 443	21 722 852 330
01.3 Aménagement hydro-agricole	4 582 326 598	6 502 326 598	3 251 163 299	4 575 901 499
01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR)	10 446 000 000	9 847 448 000	4 923 724 000	5 040 000 000
02 Ressources Halieutiques et Production Animale	16 408 730 252	16 304 717 935	8 152 358 968	6 629 622 331
02.0 Administration générale / formation et encadrement	11 043 269 148	9 561 904 649	4 780 952 325	4 604 395 350
02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière	2 438 892 640	2 902 853 809	1 451 426 905	1 263 627 133
02.2 Pêche et aquaculture	2 926 568 464	3 839 959 477	1 919 979 739	761 599 848
03 Education	1 499 460 185 354	1 525 197 885 928	802 791 114 593	813 145 745 227
03.0 Administration générale	119 046 132 134	50 102 833 458	25 051 416 729	80 374 709 414
03.1 Education préscolaire et enseignement primaire	587 505 279 509	648 104 813 977	324 052 406 989	282 542 045 427
03.2 Alphabétisation	559 657 856	459 659 630	229 829 815	190 665 133
03.3 Secondaire général, technique et professionnel	509 923 128 647	584 748 954 886	292 374 477 443	243 119 228 106
03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique	282 425 987 208	241 781 623 977	161 082 983 618	206 919 097 147
04 Santé	465 347 518 869	458 032 222 900	186 016 111 450	168 665 933 071
04.00 Administration générale santé	245 791 575 065	223 254 243 648	101 627 121 824	100 647 117 560
04.01 Système de santé primaire	60 668 968 086	102 840 556 153	26 420 278 077	19 193 066 994
04.02 Soins de santé préventive (programme élargie de vaccination)	4 163 004 768	1 500 000 000	750 000 000	298 212 227
04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies	52 891 578 081	27 195 423 555	13 597 711 778	9 027 723 581
04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition	36 757 644 609	32 604 381 089	8 302 190 545	7 053 424 844
04.05 VIH/SIDA	12 388 434 544	23 554 395 157	11 777 197 579	9 424 589 215
04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés	52 686 313 716	47 083 223 298	23 541 611 649	23 021 798 650
05 Eau et Assainissement	139 804 271 368	108 080 026 088	54 040 013 044	46 173 298 317
05.1 Accès à l'eau potable et assainissement	66 042 200 644	85 918 605 517	42 959 302 759	17 871 517 823
05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution	73 762 070 724	22 161 420 571	11 080 710 286	28 301 780 494
06 Energie	140 744 759 201	154 381 099 723	77 190 549 862	71 055 372 144
06.1 Accès à l'électricité	140 744 759 201	154 381 099 723	77 190 549 862	71 055 372 144
07 Routes et ouvrages d'art	360 104 491 800	416 837 765 562	168 418 882 781	168 015 318 067
07.1 Entretien pistes rurales	3 379 093 882	5 877 545 928	2 938 772 964	1 507 262 760
07.2 Constructions d'ouvrages d'art	153 747 467 141	14 830 280 863	7 415 140 432	40 905 176 144
07.3 Autres travaux routiers	202 977 930 777	396 129 938 771	158 064 969 386	125 602 879 163
08 Affaires Sociales	88 361 568 038	74 178 024 424	37 089 012 212	40 632 966 925
08.0 Administration générale	15 642 703 163	17 771 655 528	8 885 827 764	7 209 976 373
08.1 Formations destinées aux femmes	1 951 584 525	2 250 626 511	1 125 313 256	832 568 290
08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux	23 335 298 517	27 127 474 513	13 563 737 257	6 627 325 199
08.3 Formation au personnel d'appui	1 555 062 246	1 512 432 362	756 216 181	666 302 763
08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes	45 876 919 587	25 515 835 510	12 757 917 755	25 296 794 300
09 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	48 375 088 148	67 733 006 879
09.1 Décentralisation	88 992 878 941	96 750 176 296	48 375 088 148	67 733 006 879
10 Reconstructions et réhabilitations	21 173 020 018	22 212 119 406	11 106 059 703	5 728 179 475
10.1 Reconstruction et réhabilitation	677 751 633	2 139 680 000	1 069 840 000	16 422 453
10.2 Habitat et logement sociaux	20 495 268 385	20 072 439 406	10 036 219 703	5 711 757 022
11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté	33 551 318 476	20 347 727 370	10 173 863 685	14 890 127 391
11.1 Promotion et insertion des jeunes	30 016 205 208	17 116 056 633	8 558 028 317	11 986 456 654
11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat	3 535 113 268	3 231 670 737	1 615 835 369	2 903 670 737
TOTAL	3 065 975 509 055	2 978 512 963 038	1 446 448 653 148	1 459 785 251 710

Source : SIGOBE/DGBF